
Africville

Pour un bon nombre de Noirs néo-écossais, le sort d'Africville est le miroir de leur lutte contre le racisme et le démantèlement de leur communauté. Située aux confins de la ville de Halifax, tant géographiquement que politiquement, Africville a lutté pour conserver son esprit communautaire en dépit du racisme institutionnel dont elle a fait l'objet. Aujourd'hui, les efforts d'Eddie et de Victor Carvery s'intègrent à cette lutte permanente.

Au coeur même d'Africville, il existait chez les résidents et résidentes un profond sentiment d'identité communautaire. Établi il y a près de 150 ans, Africville a dû lutter pour maintenir son intégrité en tant que communauté menacée par les efforts concertés de la ville pour détruire le lien qui l'unissait à son territoire. Comme bien des Noirs néo-écossais, les résidents et résidentes d'Africville ont subi individuellement les conséquences du racisme qui en a réduit un grand nombre à un état de pauvreté. Ils ont ressenti l'impuissance que la pauvreté et le racisme entraînent. Malgré tout, ils sont demeurés fiers de leur communauté et ont trimé dur pour se soutenir en périodes difficiles.

Ils ont aussi été victimes collectivement du racisme. Vers le début du siècle, lorsque la ville d'Halifax grandissait, les hauts fonctionnaires municipaux ont permis au développement industriel d'empiéter sur le site résidentiel d'Africville. La région environnante est devenue le site préféré d'aménagements urbains que d'autres quartiers d'Halifax refusaient d'accepter. Bientôt, Africville a été entourée d'usines d'engrais, de fosses de dispersion des eaux usées, d'un hôpital pour maladies contagieuses et enfin de la plus grande décharge de la ville. Le refus permanent des élus municipaux de fournir aux résidents et résidentes d'Africville les services les plus fondamentaux s'est conjugué aux effets négatifs de ces aménagements, même si les résidents et résidentes continuaient à payer leurs impôts fonciers. Africville était privée de services essentiels comme l'eau courante, de services d'égout, de routes revêtues et de services de police et d'incendie. Les pétitions répétées de la communauté sont tombées dans des oreilles de sourds à l'hôtel de ville. Il était évident pour de nombreux résidents et résidentes d'Africville que la ville avait adopté un plan à long terme pour les contraindre à quitter leur territoire et leur communauté.

Relégués à l'oubli pendant toutes ces années par des conseils municipaux racistes, les résidents et résidentes d'Africville se sont lassés. Malgré leur profond attachement pour la continuité historique, ils n'avaient pas le pouvoir politique ni l'influence nécessaires pour lutter contre les efforts concertés de l'administration municipale acharnée à vouloir les priver de leur communauté et ultimement de leur identité.

Vers la fin des années 60, après avoir privé Africville des services les plus fondamentaux dont elle avait besoin pour maintenir un prétendu niveau de vie minimum, la ville, sous prétexte d'un renouvellement urbain, a décidé de réinstaller les résidents et résidentes d'Africville et d'anéantir leur communauté. De nombreux résidents et résidentes ont bien compris que malgré le paternalisme des élus qui prétendaient que la réinstallation était dans leurs «meilleurs intérêts», la ville avait tout simplement invoqué le fait qu'Africville était privée des services nécessaires pour maintenir un

Africville

prétendu niveau de vie minimum et saisi l'occasion pour expulser les résidents et résidentes de leur territoire. La véritable raison de la réinstallation était en fait le racisme institutionnel de l'administration municipale. Cette stratégie municipale était davantage imputable à un sentiment de honte et au désir de s'appropriier le territoire qu'à des motifs altruistes. La véritable injustice de ces mesures consistait en la négligence délibérée de l'administration municipale qui avait donné lieu à la «nécessité» de régler ce problème «embarrassant». Au lieu de reconnaître l'esprit d'identité communautaire d'Africville, la ville a décidé que la réinstallation et une «compensation» était la seule solution à un «problème» qu'elle avait elle-même délibérément créé en premier lieu.

Pour un bon nombre d'anciens résidents et résidentes d'Africville, les mesures compensatoires offertes par la ville étaient une insulte, mais ils étaient nombreux à croire qu'ils n'avaient d'autres choix que d'accepter cette compensation. La stratégie de la ville qui a consisté à diviser les membres de la communauté entre eux a démoralisé davantage les résidents et résidentes et en a forcé un grand nombre à accepter la compensation, voyant leur communauté disparaître autour d'eux. L'insulte la plus flagrante pour Africville a été le manque de reconnaissance total du concept de son esprit communautaire. En traitant ses résidents et résidentes individuellement, la ville négligeait les besoins d'Africville en tant que communauté indépendante. Cette perte d'identité communautaire n'est aucunement entrée en ligne de compte dans la stratégie de réinstallation et de démolition de la communauté.

Cette perte continue à être lourdement sentie par bon nombre d'anciens résidents et résidentes d'Africville. On y constate un sentiment profond d'injustice. Parce que la ville n'a jamais voulu traiter de la communauté dans son ensemble, ce sentiment d'injustice perdure. C'est ce déni de justice qui a donné lieu aux protestations paisibles d'Eddie et de Victor Carvery au Parc Seaview, l'ancien emplacement d'Africville.

Eddie et Victor sont d'anciens résidents d'Africville dont les familles ont été contraintes de se réinstaller après que leur père, «Pa» Carvery, le dernier résident d'Africville a été contraint d'accepter les mesures compensatoires offertes par Halifax. Pour protester contre le traitement de leur communauté et contre l'insuffisance de la compensation offerte pour remplacer la perte de leur communauté, Eddie et Victor ont établi leur camp à l'été de 1994 au Parc Seaview sur le site de leur ancienne maison. Ils ont juré de rester dans le parc jusqu'à ce que la ville consente à compenser adéquatement les anciens résidents et résidentes d'Africville ou, tout au moins, à instituer une enquête sur les véritables raisons qui ont amené les dirigeantes et dirigeants municipaux à négliger Africville pendant aussi longtemps et sur la raison de leur éventuelle réinstallation. Il est clair que la douleur de la réinstallation et le traitement raciste que la ville a imposé à la communauté est une blessure qui n'a pas encore guéri. Pour témoigner de leur détermination envers leur cause, Eddie et Victor sont demeurés dans le parc pendant tout un hiver extrêmement froid. Se rendant compte du sérieux de la protestation des frères, la ville a décidé d'agir. Craignant encore une fois la honte du sort imposé à Africville, elle a décidé de retirer Eddie et Victor du parc avant que les médias internationaux tournent leurs projecteurs sur Halifax pour le Sommet G-7. Encore une fois, la ville a entrepris des démarches pour réinstaller les anciens résidents et résidentes d'Africville. En mars 1995, le conseil

Africville

municipal a adopté un règlement interdisant aux gens de camper dans les parcs de la ville. Il était clair pour bon nombre cependant que ce règlement visait directement Eddie et Victor.

Non seulement le règlement municipal est-il une violation de la liberté d'expression et d'association des citoyens et citoyennes, mais il est une insulte pour la communauté noire. Depuis que la loi a été adoptée, Eddie et Victor ont reçu de la ville un avis de réinstallation, faute de quoi elle leur serait imposée de force. Plutôt que de faire droit aux préoccupations d'Eddie et de Victor et de nombreuses autres personnes de la communauté noire, la ville a encore une fois adopté une stratégie de réinstallation. La comparaison entre le traitement d'Eddie et de Victor aujourd'hui et celui des résidents et résidentes d'Africville dans les années 60 est vraiment inquiétante. Encore une fois, la ville craint la «honte» qu'Africville pourrait lui entraîner et encore une fois elle décide que la réinstallation obligatoire est la seule solution. L'hôtel de ville a encore une fois permis à son racisme de lui fermer les yeux sur l'injustice perpétrée à l'égard de la communauté d'Africville.

Nous ne pouvons permettre à la ville d'Halifax de continuer cette pratique raciste de réinstaller les Noirs, sous prétexte qu'elle oblige les gens à se conformer à la loi, une loi qui est injuste, qui menace notre concept même de la démocratie. Nous ne pouvons demeurer immobiles et regarder l'histoire se répéter...

APPUYEZ AFRICVILLE ET SA CONTESTATION!